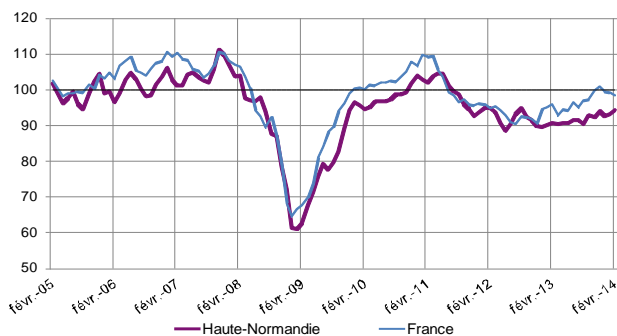


Contexte conjoncturel

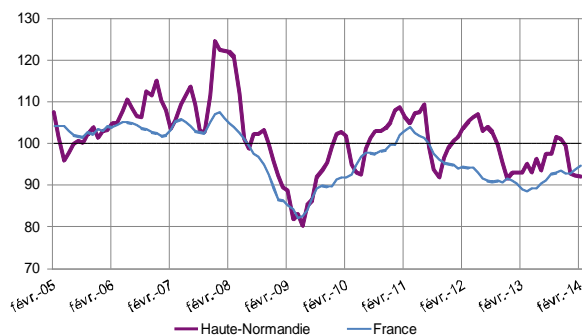
Indicateur du Climat des Affaires

Un indicateur du climat des affaires permet une lecture rapide et simplifiée de la situation conjoncturelle. Il résume par une variable synthétique l'évolution des soldes d'opinion qui présentent des évolutions similaires dans le temps. En hausse, il traduit une amélioration du climat conjoncturel ; en baisse, sa dégradation. 100 = moyenne de longue période

Industrie



Services marchands



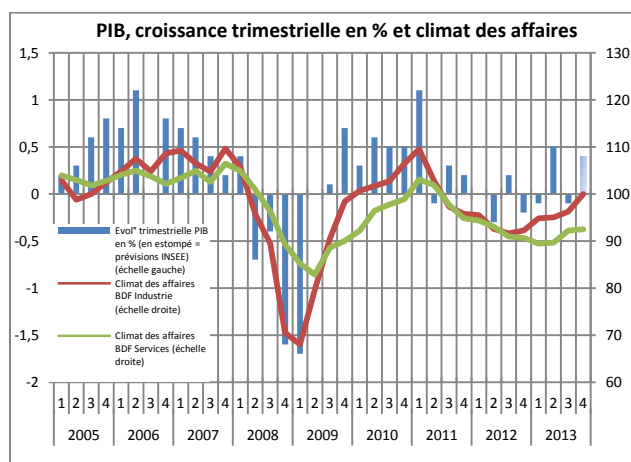
Contexte national

Suite au ralentissement de 2012, le climat des affaires s'est redressé dès avril 2013 dans l'industrie alors que dans les services il ne s'est légèrement amélioré qu'à partir du second semestre. En global, il n'a toutefois pas retrouvé à fin 2013 son niveau moyen de longue période. La situation conjoncturelle reflète la sortie de la récession en France comme en Zone Euro avec toutefois une visibilité encore faible.

En 2013, le PIB progresserait très légèrement (+0,2 % ; acquis au 3^{ème} trimestre 2013 +0,1 %), après une croissance nulle en 2012. Les rebonds des deuxième et quatrième trimestres ont fait contrecoup au recul des deux autres trimestres ; ces à-coups se sont accompagnés d'une stagnation de la demande de crédit de la part des entreprises et d'une légère progression de celle des particuliers, en l'absence d'un durcissement des conditions d'octroi. La contribution de la demande intérieure hors stocks à la croissance du PIB atteindrait 0,1 point en 2013 après -0,1 en 2012. Les dépenses de consommation des ménages se sont raffermies (+0,3 point), rattrapant le recul de 2012 (-0,4 point), du fait de la légère progression du pouvoir d'achat disponible brut de 0,4 point (après -0,9 en 2012), liée au ralentissement de la hausse des prix de consommation (+0,7 % après +1,3 % en 2012). L'investissement des entreprises a reculé de 1,9 point en 2013, après -1,9 % en 2012. Les investissements des ménages se sont dégradés (-3,8 %) après une année 2012 déjà en baisse (-0,4 %). La variation des stocks a eu une contribution positive de 0,2 point à la croissance du PIB en 2013, compensant la contribution négative des échanges extérieurs (-0,2 point) après une contribution d'un point en 2012.

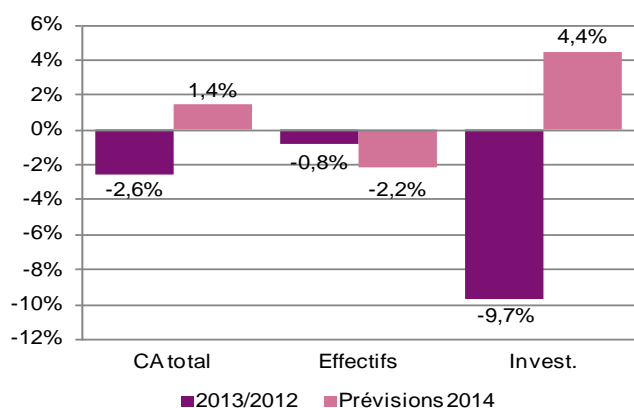
En 2013, le solde des échanges extérieurs de marchandises s'est redressé (-61,2 milliards contre -67,2 en 2012), en raison d'un recul des importations supérieur à celui des exportations.

La baisse de l'emploi s'est atténuée par rapport à 2012, avec un recours accru à l'intérim ; le taux de chômage s'est inscrit à 10,9 % en fin d'année 2013.



Les prix à la consommation ont progressé de +0,8 % à fin décembre 2013 (indice des prix harmonisés) après +2,0 % fin décembre 2012 : la décélération des prix tient au repli observé dans les produits manufacturés et au ralentissement dans l'énergie et dans une moindre mesure dans les produits alimentaires.

Industrie



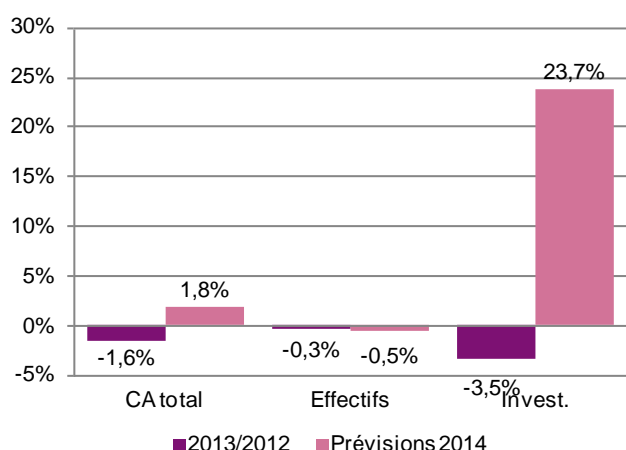
En 2013, l'**industrie régionale** a enregistré des résultats mitigés et souvent contrastés par rapport aux prévisions formulées en début d'année.

Les chiffres d'affaires totaux fléchissent ainsi de 2,6 % (après - 1 % en 2012) pour une prévision initiale de - 0,2% alors que le montant des exportations s'accroît de 2,7 % (après + 2,9 %), soit à un rythme légèrement supérieur aux anticipations (+ 1,1 %). La réduction des effectifs salariés totaux s'est poursuivie de façon modérée (- 0,8 % après - 0,4%) et est moins forte que prévue (- 3,2 %).

Le montant des investissements s'affiche en repli de 9,7 % après deux années de forte augmentation (+ 29,5 % en 2012 et + 13,4 % en 2011). Le recul observé est bien plus modeste que celui qui était attendu (- 18,8 %).

Pour 2014, l'industrie régionale devrait connaître un rebond modéré du chiffre d'affaires total (+ 1,4 %) avec un maintien du courant d'exportation (+ 0,4 %). Cette évolution devrait s'accompagner d'un redressement de l'effort d'investissement (+ 4,4 %) mais aussi d'une contraction sensible des effectifs (- 2,2 %).

Services marchands

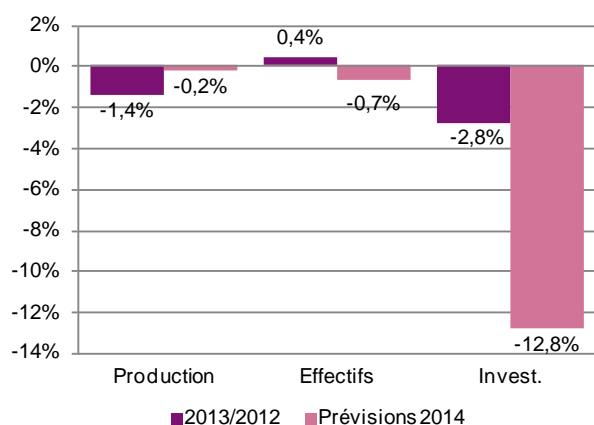


L'évolution du chiffre d'affaires des **services marchands** est décevante (- 1,6 %) par rapport au petit tassement de 2012 (- 0,2%) et, plus encore, face aux prévisions faites en début d'année (+2,3%). De plus, ce repli s'est effectué dans un contexte de dégradation sensible de la rentabilité d'exploitation.

Les effectifs salariés ont de nouveau légèrement fléchi (- 0,3 % après - 0,5 % et pour une prévision de - 0,7 %). L'investissement s'affiche également en baisse de 3,5 % (après - 7,1 % en 2012) contrairement aux anticipations qui laissaient espérer une légère reprise de l'effort.

Pour 2014, un rebond du chiffre d'affaires est prévu (+ 1,8 %), mais il serait insuffisant pour maintenir le niveau de l'emploi (- 0,5%). Il devrait s'accompagner d'une progression des dépenses d'investissement concentrées sur un nombre limité d'activités.

Construction



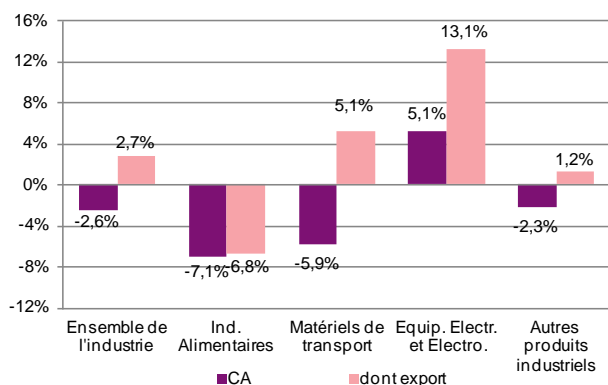
La production du secteur du **bâtiment et des travaux publics** s'affiche en diminution de 1,4 % (après + 2,4 % en 2012 et pour une prévision de - 2,1 %).

Cette évolution s'accompagne d'une très légère amélioration des effectifs d'une fin d'année à l'autre (+ 0,4 % après - 1,4 % et pour une prévision de - 0,1 %), d'une baisse sensible de la rentabilité d'exploitation et d'un repli modéré des investissements (- 2,8 % après - 20,5 % et pour une prévision de - 12,8 %).

Pour 2014, la production du BTP ne devrait enregistrer qu'une érosion limitée (- 0,2 %) conduisant néanmoins à une baisse modérée des effectifs (- 0,7 %) et s'accompagnant d'un nouveau recul des dépenses d'investissement (- 12,8 %).

Résultats 2013

Chiffre d'affaires



En 2013, le chiffre d'affaires total s'inscrit en recul à des degrés divers dans tous les secteurs de l'industrie régionale, en dehors de celui des équipements électriques et électroniques, fabrication d'autres machines. Comme l'an dernier, l'érosion d'ensemble est toutefois étroitement liée au comportement du marché intérieur dans la mesure où l'exportation affiche souvent un meilleur comportement.

L'industrie agroalimentaire, qui était le seul secteur en progression en 2012 (CA + 2 %), enregistre cette année une forte baisse de son chiffre d'affaires (- 7,1 %). L'activité globale apparaît ainsi en recul marqué malgré le bon comportement des compartiments des produits laitiers, du travail du grain et des boissons. L'exportation affiche également un net tassement (- 6,8%) avec quelques grandes unités qui tirent la tendance vers le bas, en dehors notamment des produits laitiers.

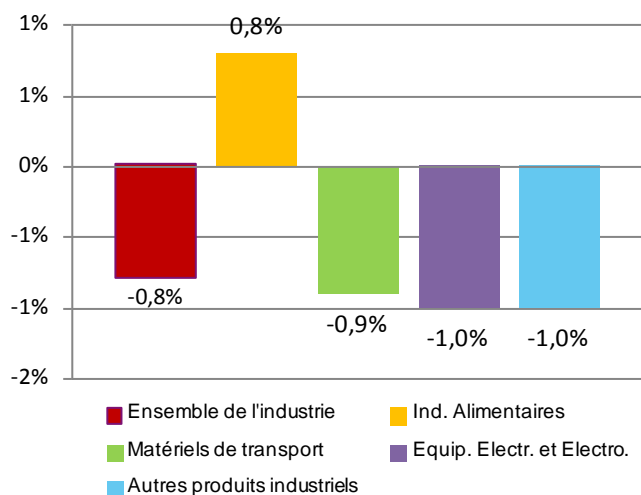
Le secteur des **matériels de transport** enregistre un nouveau recul de son chiffre d'affaires total (- 5,9 % après - 5,1 %) avec une moindre augmentation de l'exportation (+ 5,1 % après + 15,2 %). Conformément aux anticipations, c'est l'industrie automobile qui explique l'évolution baissière (- 8,8 % après - 11,4 %) alors que les autres matériels de transport, dont l'aéronautique et l'aérospatiale, continuent d'évoluer favorablement bien qu'à un rythme moins soutenu (CA total + 2,7 % après + 12,7 % et exportations + 2,6 % après + 18,2 %).

Après une année 2012 en demi-teinte, le secteur des « **équipements électriques et électroniques, autres machines** » enregistre un franc rebond (+ 5,1 % après - 0,6 %) alimenté par de nouveaux progrès à l'exportation (+ 13,1 % après + 8,6 %). L'activité a pourtant été encore décevante dans l'électronique et l'informatique (- 9,9 % après - 14,6 %) avec une stagnation des débouchés étrangers (- 0,3 % après + 11,5 %). De même, les facturations sont de nouveau en baisse dans les équipements électriques (- 2,3 % après - 3,5 %) malgré une petite reprise de l'exportation (+ 1,2 % après - 6,9 %). Et, en définitive, seules les très bonnes performances des unités spécialisées dans la fabrication de machines et équipements (CA + 12,4 % après + 4,8 % dont exportation + 17,8 % après + 13,5 %) impulsent la hausse observée dans ce secteur.

Enfin, dans l'important secteur des **autres produits industriels** qui regroupe 63 % des effectifs industriels régionaux selon l'ACOSS, 2013 apparaît comme une année bien médiocre au total (- 2,3 % après - 1,1 %) malgré la très légère amélioration de l'exportation (+ 1,2 % contre 0 %). Seule l'industrie pharmaceutique s'affiche toujours en franche croissance (+ 5,1 % après + 6,8 % dont export + 2,5 % après + 3,5 %). D'autres branches font un quasi sur place comme le bois/papier/imprimerie (+ 1,0 % après - 1,9 %) malgré la progression des exportations (+ 16 % après - 3 %), le caoutchouc/plastique/verre/autres produits minéraux (- 0,1 % après - 4,4 % dont export + 2,2 % après - 2,1 %), la métallurgie/fabrication de produits métalliques (- 1,5 % après + 1,6 % dont export - 7,5 % après + 5,7 %). Et deux branches s'inscrivent en nette perte de vitesse : la chimie/pétrochimie (- 3,9 % après - 0,6 % dont export - 0,5 % après + 5,7 %) et les autres industries manufacturières, réparations, installations (- 5,4 % après + 6,4 %).

Résultats 2013

Effectifs



Le nombre de salariés apprécié à travers cette enquête, qui regroupe en fin d'année l'ensemble des effectifs permanents, CDD, intérimaires, etc., s'établit en érosion de 0,8 %, soit un taux supérieur à celui observé en 2012 (- 0,4 %) mais plus faible qu'en 2011 (- 1,3 %) et 2010 (- 3,6 %).

L'**industrie agroalimentaire** est le seul secteur marqué par une modeste amélioration de l'emploi avec un rebond de 0,8 % après le tassement de 4,3 % observé en 2012. Les embauches sont concentrées sur la fabrication des autres produits alimentaires et, plus marginalement, sur la transformation de la viande.

Les **matériels de transport** enregistrent une baisse plus limitée que l'an dernier (- 0,9 % après - 3,1%) et qui concerne essentiellement l'industrie automobile (- 3,6 % après - 4,6 %), alors que les effectifs restent orientés à la hausse dans les autres matériels de transport (+ 7,1 % après + 1,5 %).

Le secteur des **équipements électriques et électroniques, autres machines** affiche lui aussi des pertes d'emplois plus modestes qu'en 2012 (- 1 % après - 2,8 %) avec, toujours, des réductions d'effectifs dans l'électronique (- 6,4 % après - 11 %), le matériel électrique (- 3,1 % après - 1,4 %) et, a contrario, une reprise de l'embauche dans la fabrication de machines et équipements (+ 3,1% après - 1,2 %).

Enfin, un recul des effectifs de 1 % est observé dans la **fabrication d'autres produits industriels** (après une hausse de 1,5 % en 2012). Dans ce secteur, seule l'industrie pharmaceutique a encore créé des emplois (+ 2 % après + 6,7 %) alors que des réductions plus ou moins sensibles sont constatées dans les autres branches : caoutchouc/plastiques/verre/autres produits minéraux (- 0,7 %), bois/papier/imprimerie (- 1,4 %), chimie (- 1,5 %), métallurgie et produits métalliques (- 2,5 %).

Résultats 2013

Investissements

Après deux années de forte hausse (+ 13,4 % en 2011 puis + 29,5 % en 2012), les dépenses d'investissement enregistrent une diminution de 9,7 %, bien plus faible que la prévision faite en début d'année (-18,8 %).

Le **matériel de transport** est le seul secteur où l'investissement s'établit encore en progression. Ce mouvement est principalement concentré sur l'industrie automobile mais concerne aussi, pour des montants moindres, la fabrication des autres matériels de transport

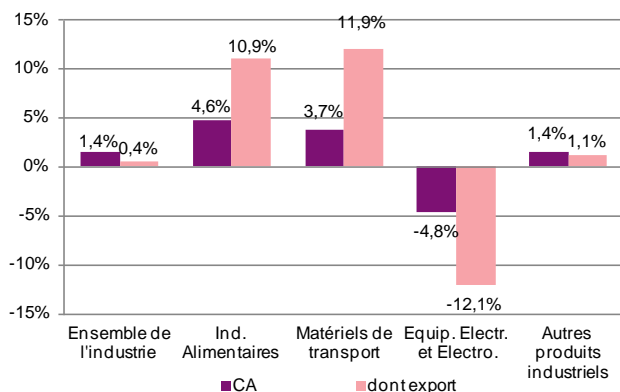
Les 2/3 des investissements recensés pour 2013 concernent la **fabrication des autres produits industriels** qui affiche une diminution. Cette évolution d'ensemble recouvre des situations contrastées selon les branches avec l'achèvement de programmes lourds dans la métallurgie/produits métalliques et l'industrie pharmaceutique qui tirent la tendance vers le bas et contrebalancent le lancement de projets parfois significatifs dans la chimie/pétrochimie, le caoutchouc/plastiques/verre/autres produits minéraux et le bois/papier/imprimerie.

L'effort d'investissement s'inscrit également en baisse dans le secteur des **équipements électriques, électroniques, autres machines** où des reculs plus ou moins marqués sont enregistrés dans les trois branches.

Enfin, la contraction des dépenses consacrées aux équipements apparaît particulièrement marquée dans **l'industrie agroalimentaire** en raison de la fin d'opérations importantes notamment dans la boulangerie-pâtisserie, les boissons et la fabrication d'autres produits alimentaires.

Prévisions 2014

Chiffre d'affaires



L'agrégation des réponses reçues des responsables d'entreprises et d'établissements met en perspective un rebond modéré du chiffre d'affaires total (+ 1,4 % après - 2,6 %) malgré un ralentissement de la croissance des exportations (+ 0,4 % après + 2,7 %). Les prévisions sont toutefois contrastées selon les secteurs et les spécialités.

Un redressement de l'activité est ainsi attendu dans toutes les branches de l'**industrie agroalimentaire**, en dehors de la boulangerie-pâtisserie. Le chiffre d'affaires total devrait progresser de 4,6 % (après - 10,4 %) alimenté en partie par une amélioration sensible des exportations pour un nombre limité de firmes importantes (+ 10,9 % après - 13 %).

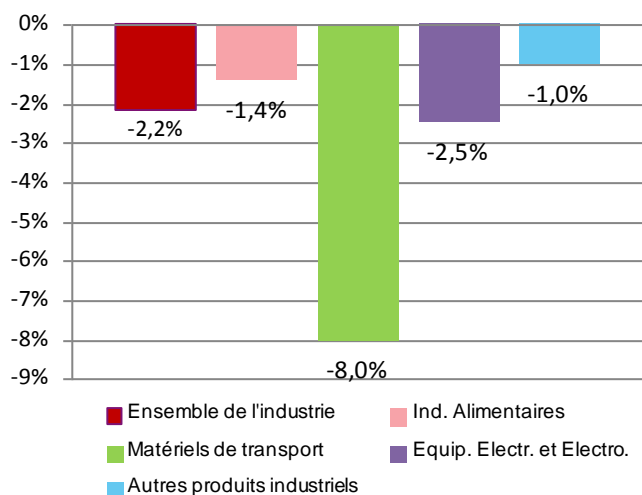
Il en va de même pour le secteur des **matériels de transport** (CA total + 3,7 % après - 5,9 %) qui bénéficierait d'un coup d'arrêt de la baisse d'activité dans l'industrie automobile (CA total + 1,1 % après deux années de forte contraction) et d'un plus grand dynamisme de l'aéronautique/aérospatiale (CA total + 11 % après + 2,7 % dont export + 13,1 % après + 2,6 %).

Un rebond limité est également attendu dans la **fabrication d'autres produits industriels** (+ 1,4 % après - 1,9 %) malgré l'érosion de la tonicité du courant d'exportation (+ 1,1 % après + 1,9 %). Dans cet important secteur, quelques branches feraient mieux que la moyenne comme le caoutchouc/plastiques/verre/autres produits minéraux (+ 4,4 % après - 0,1 %), le bois/papier/imprimerie (+ 3,2 % après + 1 %), la métallurgie/fabrication de produits métalliques (+ 2,4 % après - 1,5 %) et la chimie/pétrochimie (+ 1,4 % après - 3,9 %) alors que, a contrario, l'industrie pharmaceutique s'attend à une baisse de son chiffre d'affaires total (- 3,1 % après + 7,9 %).

En définitive, seul le secteur des **équipements électriques et électroniques, autres machines** se situerait à l'écart du mouvement d'amélioration limitée des chiffres d'affaires avec l'anticipation d'un recul de 4,8 % sur une bonne année 2013 (+ 5,1 %). Cette baisse serait principalement impulsée par la fabrication de machines et équipements où une baisse du chiffre d'affaires total est attendue (- 7,7 % après + 12,4 %) en partie en raison du tassement des ventes vers l'étranger (- 15,4 % après + 17,8 %). L'équipement électrique devrait pour sa part connaître une nouvelle baisse de ses facturations (- 2 % après - 2,8 %) alors, qu'au contraire, l'activité pourrait s'améliorer dans le matériel électronique (+ 4,6 % après - 9,9 %).

Prévisions 2014

Effectifs



Les prévisions agrégées par secteur font toutes apparaître des baisses qui amènent, globalement, à un repli de l'emploi industriel plus marqué qu'en 2013 (- 2,2 % après - 0,8 %).

L'important secteur de la fabrication des **autres produits industriels** est marqué par une perspective de diminution de 1 % du nombre de salariés, soit un taux sensiblement comparable à celui de 2013 (- 1,1 %). Ce mouvement devrait concerner à des degrés divers toutes les branches dans une fourchette s'étalant de - 2,3 % (bois/papier/imprimerie) à - 0,3 % (métallurgie/produits métalliques).

Un tassement général de l'emploi est également anticipé dans l'**agroalimentaire** (- 1,4 % après + 0,8 %) et les **équipements électriques, électroniques, autres machines** (- 2,5 % après - 1 %), avec des disparitions de postes plus ou moins nombreuses dans les trois branches.

Enfin, une dégradation sensible des effectifs salariés est prévue dans les **matériels de transport** (- 8 % après - 0,9 %) principalement impulsée par une nouvelle baisse de l'emploi dans l'industrie automobile (- 10,2 % après - 3,6 %) mais aussi par les ajustements planifiés dans les autres matériels de transport (- 1,4 % après + 7,1 %).

Investissements

Les montants prévisionnels dédiés aux opérations d'investissement apparaissent en amélioration de 4,4 % après des réalisations 2013 en recul de 9,7 %.

Seul le secteur de l'**agroalimentaire** reste à l'écart de ce mouvement d'ensemble avec un nouveau recul (baisse notamment dans les boissons et la fabrication d'autres produits alimentaires).

La stabilité prévaudrait dans le secteur de la **fabrication d'autres produits industriels** mais les contrastes sont nets selon les branches avec des projets significatifs comme dans la chimie et la pharmacie et l'achèvement de programmes lourds dans le bois/papier, les autres industries manufacturières, réparations, installations ou la métallurgie/produits métalliques.

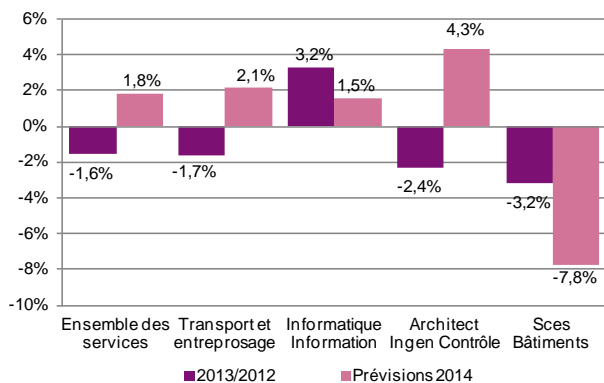
La progression, très sensible en pourcentage, observée dans les **équipements électriques, électroniques, autres machines** concerne les trois branches, même si l'essentiel des montants est concentré sur un nombre limité de sites travaillant à la fabrication de machines et équipements.

Enfin, et comme en 2012 et 2013, le secteur des **matériels de transport** reste toujours en tête pour ce qui concerne l'investissement, tiré vers le haut par la finalisation des programmes lancés dans l'industrie automobile.

Au total, et pratiquement comme en 2013, 80 % environ des montants prévus pour les investissements à réaliser dans l'industrie régionale seront consacrés au renouvellement et à la modernisation des équipements existants et 20 % dédiés à l'accroissement des capacités de production.

Évolution et prévision

Chiffre d'affaires



Le chiffre d'affaires global recensé dans les quatre branches suivies dans cette enquête s'établit en diminution de 1,6 %. Cette évolution est plus marquée qu'en 2012 (- 0,2 %) et décevante par rapport aux prévisions faites en début d'année qui tablaient sur un rebond des facturations de 2,3 %.

La branche « **transport routier de fret/entreposage** », qui est de loin la plus importante dans la population observée, accuse ainsi un tassement de son chiffre d'affaires de 1,7 % (après - 0,3 % en 2012). La dégradation est plus particulièrement marquée dans le transport routier de fret (- 2,9 % après - 0,3 %) mais elle est également observée dans l'entreposage et les services auxiliaires (- 1,4 % après - 0,4 %).

Les **activités informatiques et les services d'informations** (programmation, conseil et gestion informatique, traitement de données) affichent un nouveau progrès (+ 3,2 % après + 5,5 % en 2012).

Dans le même temps, le chiffre d'affaires des **activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôles et d'analyses techniques** s'est établi cette année encore en baisse (- 2,4 % après - 3,2 %).

Enfin et contrairement à 2012, les **services relatifs aux bâtiments et à l'aménagement paysager** ont connu un repli assez marqué de leur activité au cours de l'exercice écoulé (- 3,2 % après + 2,9 %).

Pour 2014, les **prévisions** font état d'un rebond global (+ 1,8 %) mais avec des contrastes marqués selon les spécialités.

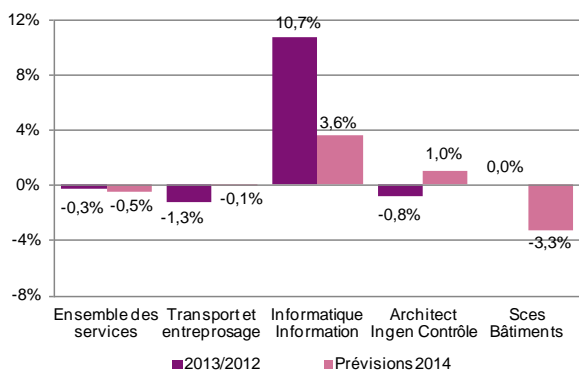
Ainsi dans le **transport/entreposage**, seul le chiffre d'affaires des unités d'entreposage et de services auxiliaires devrait s'améliorer (+ 2,7 %) alors que les perspectives demeurent médiocres dans les transports (- 1 %).

Par ailleurs, le développement des **activités informatiques et des services d'informations** devrait se poursuivre, mais sur un rythme bien plus modéré qu'au cours des deux années précédentes (+ 1,5 %).

A l'inverse, la branche **architecture, ingénierie, contrôle et analyse technique** devrait connaître une reprise satisfaisante de ses facturations (+ 4,3 %).

Enfin, les **services relatifs aux bâtiments** (nettoyage, gardiennage, blanchisserie, soutiens annexes) et aux **aménagements paysagers** se positionnent une nouvelle fois sur une baisse sensible de leurs chiffres d'affaires (- 7,8 %).

Effectifs

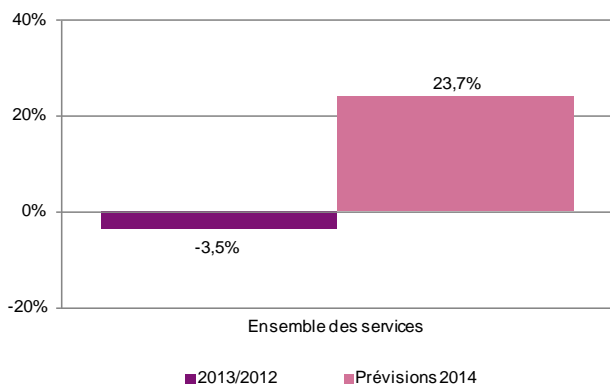


Face à des marchés peu porteurs, la situation de l'emploi ne s'est que très modestement dégradée (- 0,3 % après - 0,5 %).

Cette année encore, les effectifs ne s'établissent en hausse que dans les **activités informatiques et les services d'informations** (+ 10,7 % après + 3,6 %). Ils sont quasiment stables dans les **services relatifs aux bâtiments et aux aménagements paysagers** (après - 1,3 %) et en légère diminution dans les **activités d'architecture, d'ingénierie et de contrôles** (- 0,8 % après + 0,8 %). Enfin dans le **transport/entreposage** la baisse de l'emploi de 1,3 % (après - 1,2 %) est concentrée sur le transport routier de fret (- 3,3 % après - 2,9 %) alors que les effectifs salariés n'ont pas évolué dans l'entreposage et les services annexes, comme en 2012.

Pour 2014, la tendance globale reste inchangée avec une contraction de l'emploi de 0,5 %. De nouveaux recrutements sont pourtant prévus dans les **activités informatiques et les services d'informations** (+ 3,6 %), et des améliorations très modestes sont également anticipées dans les **activités d'architecture, d'ingénierie et de contrôles** (+ 1 %) et l'**entreposage** (+ 0,4 %). Mais des réductions d'effectifs programmées dans le **transport routier** (- 0,9 %) et, plus encore, dans l'**entretien des bâtiments/aménagements paysagers** (- 3,3 %) pèsent sur la tendance globale.

Investissements



Les dépenses d'investissements totaux se sont de nouveau globalement repliées, mais plus modérément qu'en 2012 (- 3,5 % après - 7,1 %).

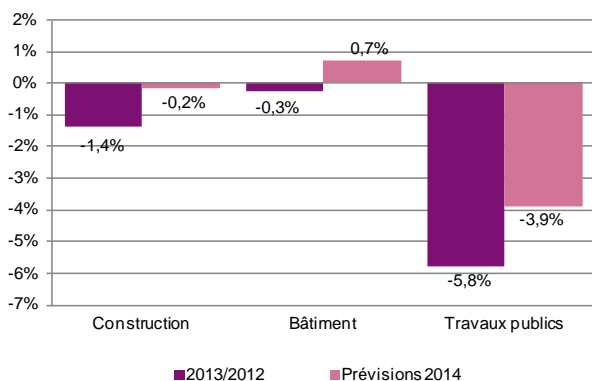
Cette diminution touche, à des degrés divers, toutes les branches étudiées avec parfois des pourcentages de baisse très élevés mais pour des montants modestes.

Pour 2014, une reprise de l'effort d'investissement se dessine sur notre échantillon avec notamment l'engagement de projets significatifs dans l'entreposage et les services annexes et pour des montants moindres dans d'autres spécialités.

En définitive, seules les activités d'architecture, d'ingénierie et de contrôle ainsi que les transports routiers resteraient à l'écart de ce rebond.

Évolution et prévision

Production



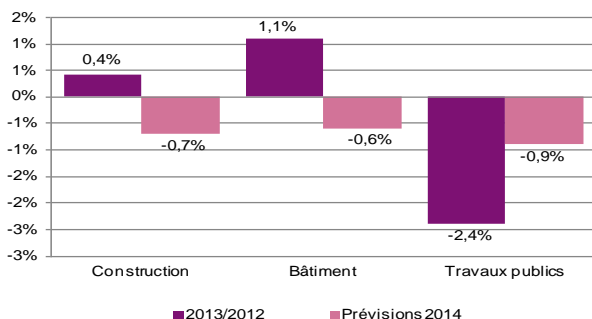
Conformément aux prévisions faites en début d'année, la valeur d'ensemble de la production s'affiche en diminution de 1,4 % (après + 2,4 % en 2012) et pour - 2,1 % attendu.

C'est dans le secteur du **bâtiment** où le recul est le plus ténu (- 0,3 % après + 2,7 % en 2012 et pour - 0,4 % prévu). Cette relative bonne tenue est liée à la nouvelle progression de l'activité dans le gros-œuvre (+ 2,7 % après + 2,9 % et pour - 1,2 % prévu) alors que la production enregistre un repli sensible dans le second-œuvre (- 2,4 % après + 2,5 % pour + 0,1 % prévu).

L'évolution est beaucoup moins favorable dans les **travaux publics** avec une baisse d'activité de 5,8 %, certes pour - 8,5 % prévu, mais après une petite amélioration de 1 % en 2012, année déjà jugée peu satisfaisante par les professionnels.

Pour 2014, les **prévisions** d'activité sont globalement médiocres, notamment dans les **travaux publics** où un nouveau repli de 3,9 % est en perspective. A l'inverse, la production devrait au moins se maintenir dans le **bâtiment** avec un progrès modéré dans le gros-œuvre (+ 1,6 %) et une stabilité dans le second-œuvre (+ 0,2 %).

Effectifs

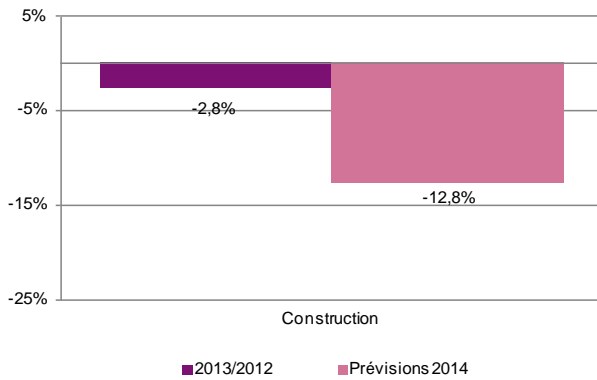


L'ensemble des salariés (CDI, CDD, intérimaires, etc..) s'établit en très léger progrès (+ 0,4 %) d'un 31 décembre à l'autre, pour - 0,1 % prévu en début d'exercice et après une baisse de 1,1 % enregistrée sur l'enquête 2012.

L'accroissement des effectifs est concentré sur le **bâtiment** (+ 1,1 % après - 1 %) où il touche davantage les unités de gros-œuvre (+ 1,5 % après - 2 %) que celle du second-œuvre (+ 0,9 % après - 0,6 %). A l'inverse, la réduction du nombre de salariés s'est sensiblement accentuée dans les **travaux publics** (- 2,4 % après - 1,4 %).

Les **prévisions** pour 2014 sont orientées à la baisse (- 0,7 %), toujours dans les **travaux publics** (- 0,9 %), mais également dans le second-œuvre du **bâtiment** (- 1 %) alors qu'un nombre limité d'embauches est anticipé dans le gros-œuvre (+ 0,4 %).

Investissements



La diminution des efforts d'investissement s'est poursuivie mais à un rythme globalement modéré (- 2,8 % après - 20,5 % en 2012 et - 5,1 % en 2011) en raison, principalement, des projets mis en œuvre par un nombre limité d'unités importantes du second-œuvre du bâtiment.

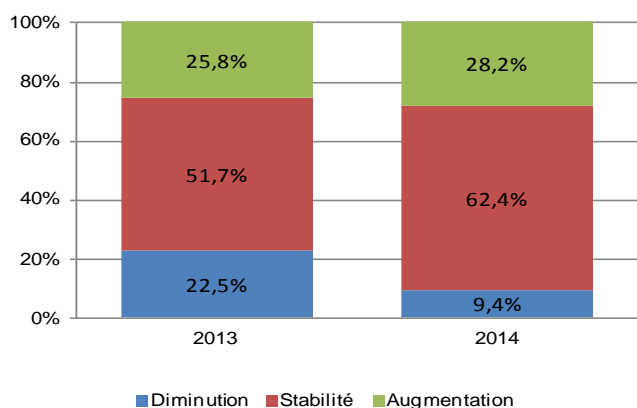
A contrario, pour 2014, la contraction de l'effort serait sensible dans toutes les branches du secteur du BTP.

L'évolution de la rentabilité d'exploitation est appréciée à travers le solde net des réponses (augmentation-diminution par rapport à l'année précédente) fournies par les responsables d'entreprises et d'établissements.

Évolution et prévision

(opinions brutes émises en pourcentage)

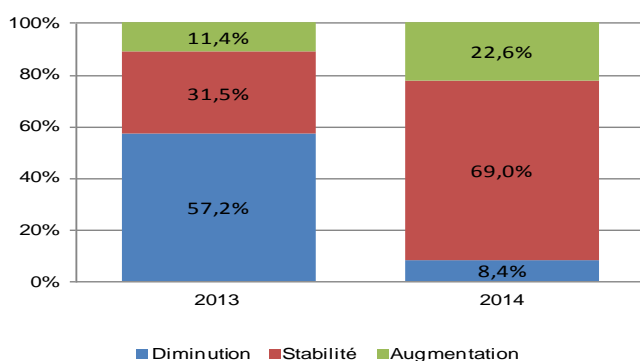
Industrie



Le solde net des opinions s'inscrit dans la tendance baissière observée depuis le rebond enregistré en 2010. Ce solde était alors positif de 30 points, puis de 14 points en 2011, de 5 points en 2012 et n'est plus que de 3 points en 2013 mais avec plus d'un dirigeant sur deux qui juge que sa rentabilité est restée stable au cours de l'année écoulée.

2014 devrait être un peu plus favorable avec 62 % des responsables d'unités qui pensent pouvoir maintenir leur performance d'exploitation, 28 % l'améliorer et 9 % la voir diminuer ; soit un solde net positif de 19 points prévu pour l'année qui commence.

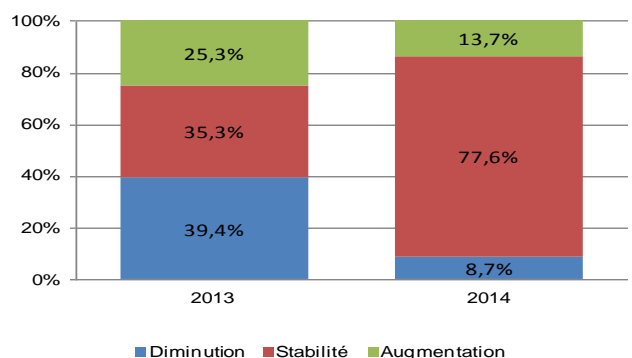
Services Marchands



Le solde net continue de se dégrader sensiblement. Positif de 32 points en 2010 et de 10 points en 2011, il devient négatif de 37 points en 2012 et est à - 46 pour 2013 avec des dégradations sensibles dans les quatre branches étudiées.

Face à cette situation globalement très détériorée, force est de constater que l'espoir d'une nette amélioration est limité pour 2014 avec 69 % des dirigeants qui espèrent simplement pouvoir maintenir leur rentabilité d'exploitation au niveau actuel et en dépit d'un solde prévisionnel qui redevient positif pour 2014 (23 % d'augmentations pour 8 % de baisses prévues).

Construction



Le solde global s'est de nouveau détérioré et s'affiche négatif de 14 points traduisant ainsi la baisse continue de la rentabilité d'exploitation dans le secteur du BTP (cf. soldes nets négatifs de 23 points en 2010, 25 points en 2011, 31 points en 2012).

Pour 2014, un petit espoir d'amélioration semble se dessiner, mais il est très ténu et plus lié à la diminution des baisses attendues (8 % des réponses contre 39 % observé en 2013) qu'aux perspectives de hausses (14 % contre 25 % en 2013) et avec près de quatre dirigeants sur cinq qui espèrent simplement pouvoir maintenir leur rentabilité d'exploitation au cours de l'année à venir.

Ce document présente les résultats d'une enquête menée en janvier 2014 par la Banque de France auprès d'un échantillon représentatif d'entreprises et d'établissements implantés en Haute-Normandie. Les réponses étant basées sur le volontariat, cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité.

L'étude a pour objectif de dresser, à partir de données chiffrées, un tableau des principales évolutions intervenues en 2013 et des prévisions pour 2014, en matière d'effectifs, d'activité et d'investissement. Elle s'efforce, en outre, de définir l'évolution de la rentabilité en 2013 et la tendance en 2014 à partir de données qualitatives.

Les résultats sont présentés sous forme sectorielle par regroupement suivant les niveaux NAF2 de la nomenclature INSEE. Dans les tableaux, le lecteur trouvera, notamment, les activités réparties entre les grands secteurs suivants :

Industrie :	I.A.A : Industries Agricoles et Alimentaires Équipements électriques et électroniques, autres machines Fabrication de matériel de transport Fabrication autres produits industriels
Construction :	Bâtiment et Travaux Publics
Services marchands :	Transports et entreposage Activités informatiques et services d'information Activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager

Outre l'estimation de ces données pour l'année 2013, des tendances relatives à l'année 2014 ont également été fournies par la plupart des entreprises participantes.

Les résultats exprimés en pourcentage ne traduisent pas une simple répartition mathématique du nombre des réponses obtenues. Ils intègrent un système **de pondération** basé sur la part réelle de chaque secteur d'activité dans l'économie régionale. Les taux de variation par rapport à l'année précédente sont calculés sur la base **d'un échantillon constant et cylindré**.

REPRÉSENTATIVITÉ

	Nombre d'entreprises ou établissements interrogés	Nombre de réponses obtenues	Effectifs salariés ACOSS-URSSAF au 31/12/2012	Taux de couverture en %
INDUSTRIE	788	394	101 772	50.8 %
SERVICES	370	173	52 995	21.8 %
CONSTRUCTION	508	212	42 752	27.9 %

« Aucune représentation en reproduction, même partielle, autre que celles prévues à l'article L. 122-5 2° et 3° a du code de la propriété intellectuelle ne peut être faite de la présente publication sans l'autorisation expresse de la Banque de France ou, le cas échéant, sans le respect des modalités prévues à l'article L. 122-10 dudit code ».

Retrouvez LA CONJONCTURE EN RÉGION, TENDANCES RÉGIONALES
sur le site Internet de la Banque de France

www.banque-france.fr - Rubrique "Statistiques et enquêtes"

Si vous souhaitez être averti de la mise en ligne mensuelle de notre publication par l'envoi d'un message électronique, nous vous remercions de nous envoyer un courriel à l'adresse suivante :

0707-SAR04-ut@banque-france.fr

en précisant votre nom, la dénomination et l'adresse de votre entreprise.